

Spécial | Municipales à Bordeaux : des propositions chiffrées



À moins d'une semaine du premier tour des municipales, l'Institut Montaigne a, comme chaque année, examiné les promesses des principaux candidats dans onze grandes villes françaises. Pour Bordeaux cette comparaison concerne cinq candidats sur les neuf qui se disputeront les voix des électeurs le 15 mars, les programmes de Gilles Garçon (UPR), du récemment déclaré Yves Simone, de Pascal Jarty et de Fanny Quandalle (Lutte Ouvrière) n'étant pas analysés. On vous révèle l'essentiel à retenir de cette étude dans un contexte incertain après 75 ans de "premiers tours" bordelais...

Fin février, une enquête BVA pour Europe 1 et Orange resituait un peu le contexte et les enjeux de ces prochaines municipales à Bordeaux, ville habituée à ne faire qu'un seul tour depuis la Libération. Les résultats de cette enquête réalisée auprès de 702 personnes inscrites sur les listes électorales, s'ils confirment les précédents sondages (le maire Nicolas Florian en tête avec 40%, l'écologiste Pierre Hurmic et son alliance de gauche à 30%), révélaient un plébiscite surprise : celui de Philippe Poutou. Arrivé en troisième position des intentions de vote avec 12%, le candidat NPA à l'élection présidentielle et figure syndicale dans ce qu'il faut désormais appeler "l'affaire Ford" à Blanquefort, soutenu cette fois par La France Insoumise, arrive ainsi devant le candidat LREM Thomas Cazenave. Aux municipales de 2014, Philippe Poutou, déjà présent, avait obtenu 2,51% des voix au premier tour, derrière Yves Simone. Un temps envisagé comme arbitre, Thomas Cazenave a récemment connu quelques remous dans sa liste depuis que l'équipe de campagne a découvert que l'un des colistiers était déjà présent en 2014 sur la liste du candidat FN, d'alors, Jacques Colombier. La semaine dernière, il a écarté publiquement toute possibilité d'union avec le maire sortant Nicolas Florian entre les deux tours, ne devrait visiblement pas non plus se tourner vers EELV depuis que Pierre Hurmic, élu de l'opposition depuis 1995, a fermé la porte à toute "tentation de rapprochement" ce lundi 9 mars sur France Bleu "Ce bruit-là est en train de prendre une certaine ampleur mais ne correspondait à aucune réalité. Notre silence aurait pu contribuer à accréditer une thèse totalement farfelue".

Dépenses et transferts

On le sait depuis le premier meeting de Nicolas Florian au Femina, l'équipe sortante chasse dans les terres de l'adversaire écologiste, rejouant indéfiniment le match gauche-droite sous une forme altérée, maintenant que le reste des figures de la gauche locale (Vincent Feltesse et Mathieu Rouveyre) sont retirées du jeu. En termes de priorités, pourtant, ce sont les conditions de circulation et de stationnement qui préoccupent le plus les électeurs bordelais (40%), la protection de l'environnement suivant juste derrière (37%) suivi par la sécurité (30%), priorité

numéro un au niveau national. L'analyse de l'Institut Montaigne, pour sa part, révèle d'abord des chiffres clés pour permettre de comprendre les enjeux de cette élection. En comparant le bilan fiscal de la municipalité, l'étude fait état de dépenses en baisse de 19,3% (451,2 contre 559,3 millions d'euros en 2014), essentiellement due à une forte baisse des dépenses d'équipements (-42,8%). Résultat, les dépenses moyennes par habitants ont elles aussi baissé (-23,4% à 1762,2 euros).

Les recettes (-18,4%) et le montant de la dette (-10,5% à 254,6 millions) ont eux aussi subi un coup de rabot. À l'inverse, la dette de la métropole a subi la tendance inverse, principalement en raison du transfert de plusieurs compétences après la loi MAPTAM. "Cette trajectoire de désendettement entamée en 2016 permet, en 2018, à Bordeaux de supporter un niveau d'endettement de 10 % inférieur à la moyenne de sa strate avec un poids de la dette de 1 000 € par habitant", précise l'étude, ajoutant que dans le même temps, "le produit de la fiscalité locale directe bordelaise a progressé de manière régulière sur l'ensemble de la période, de 2008 à 2018. Cela est principalement dû aux effets bases car les taux n'ont été relevés qu'une seule fois, en 2015, année post-électorale. Par rapport à la strate, la situation de Bordeaux a peu évolué sur la période, le produit fiscal par habitant y est resté 30 % supérieur à la moyenne de la strate pour la taxe d'habitation et de près de 50 % pour la taxe foncière sur les propriétés bâties. Comparativement à ses homologues, la ville pratique à la fois des taux plus élevés et des bases par habitant plus abondantes, ce qui explique ce produit fiscal plus important".

Propositions chiffrées

Le think thank libéral prend aussi un chemin que peu de candidats se hasardent à emprunter : en analysant les différents programmes de cinq candidats (le cinquième étant le candidat Rassemblement National Bruno Paluteau), il arrive à estimer le coût de quelques unes des mesures proposées. Si elles sont à la marge et ne concernent finalement que peu de propositions figurant sur les programmes, elles soulignent tout de même une chose : c'est le maire sortant, en voulant alimenter la moitié des bennes à ordures de la ville en hydrogène et le reste en biogaz, qui dispose de l'estimation la plus élevée (63 millions d'euros en coût annuel cumulé sur la durée du mandat). Le doublement du nombre de policiers municipaux, soit 114 agents supplémentaires, reviendrait à 6,35 millions d'euros par an en moyenne et en dépenses de fonctionnement. Du côté de Thomas Cazenave on retrouve l'idée d'une augmentation des effectifs, mais pour un budget plus modeste : 3,4 millions d'euros pour 86 agents supplémentaires (2,7 millions en année pleine selon les estimations du candidat).

C'est la création de 600 places de crèches supplémentaires qui fait état de la différence la plus importante entre ces deux estimations : 3,6 millions d'euros du côté du candidat, 12,6 millions pour l'Institut (11,3 millions en hypothèse basse), ce dernier évaluant le coût d'une place supplémentaire "entre 20 000 € et 48 000 € en fonction de l'acteur à l'origine du projet : la commune, des associations ou le privé". À l'inverse, l'étude évalue à 51,1 millions d'euros le coût d'un réseau de 200 kilomètres de pistes cyclables sécurisées quand le candidat monte jusqu'à... 200 millions d'euros sur dix ans, "sans doute car ce dernier anticipe des problèmes de fonciers coûteux et difficilement estimables dans cet exercice". Faire passer à 75% la part de l'alimentation bio et locale dans les restaurations collectives reviendrait à 2,2 millions d'euros en moyenne. "Cette mesure aurait un coût compris entre 290 000 € et 430 000 € par an, avec ainsi un coût total sur le mandat compris entre 1,74 M€ (estimation basse) et 2,6 M€ (estimation haute) L'équipe du candidat, contactée, tend à relativiser l'ampleur de ce surcoût", précise l'Institut avant de préciser dans une analyse détaillée qu'après étude sur la ville de Lille, "le surcoût par repas d'un passage au 100 % bio s'élève à 51 centimes d'euros en moyenne".

La réduction du tarif de l'abonnement des transports collectifs pour les enfants et les étudiants coûterait à la métropole 6,1 millions d'euros (là encore, en moyenne) par an. Les estimations réalisées pour le candidat Pierre Hurmic restent les plus modestes, établissant même le montant de 500 000 euros en recettes supplémentaires par an pour l'augmentation de la majoration de la part communale de la cotisation de taxe d'habitation due au titre des résidences secondaires (que le candidat veut passer de 50 à 60%); 170 000 euros par an pour une "prime volontariste" aux propriétaires en cas de conventionnement pour un logement social, qui concernerait entre 100 et 200 logements par an; et enfin une moyenne de 1,65 millions d'euros par an pour financer la prise en charge métropolitaine de l'abonnement annuel aux transports en commun pour "les jeunes à faible revenu" et la gratuité du réseau Vcub pour les 18-25 ans. Pour les deux derniers candidats, l'Institut prend moins de risques : aucune estimation n'a été effectuée à ce jour mais l'essentiel des propositions reste listé. Reste que Bordeaux suit une tendance nationale dans les analyses effectuées par le think thank libéral dans dix autres agglomérations françaises. Interrogé dans La Provence, son directeur Laurent Bigorne déplore un "manque de vision évident. Tous ont un mal fou à se projeter. Dans les programmes, on lit beaucoup de promesses sur l'école, les transports, l'environnement. Mais ces enjeux fondamentaux ne sont pas chiffrés. Personne ne tient vraiment compte des marges de manoeuvre financières qui sont ici plus limitées que dans les autres grandes agglomérations françaises".

L'info en plus : Les derniers jours de cette campagne éclair sont chamboulés par le contexte national dû au coronavirus : le maire sortant a annulé la réunion publique du jeudi 12 mars. L'équipe de Pierre Hurmic, en revanche, maintient celles du 10 mars aux Chartrons et celle du 12 mars à Nansouty. Thomas Cazenave tiendra son "grand meeting" le 10 mars à La Grande Poste. Pour Bordeaux en Luttés (Philippe Poutou), ce sera le 12 mars dans le quartier Belcier. Pascal Jarty tenait sa réunion publique ce lundi 9 mars à la Chartreuse de Caudéran. Pour savoir quelle forme "angulaire" prendra l'élection municipale au niveau local, il faudra patienter jusqu'à dimanche. Pour savoir quelle forme "angulaire" prendra l'élection municipale au niveau local, il faudra patienter jusqu'à dimanche, jour de vote pour 256 045 habitants, soit 12 846 de plus qu'en 2014.



Romain Béteille

Crédit Photo : RB

Publié sur aqui.fr le 10/03/2020

[Url de cet article](#)